



N° 4 - juin 2014

Panorama au 3 juin 2014

## Éditorial

### Un climat 2014 plutôt favorable à la production végétale

Après un hiver particulièrement doux et pluvieux, la tendance du climat s'est inversée avec un temps sec et ensoleillé en mars et avril. Les abondantes réserves d'eau des sols disponibles fin février ont de ce fait rapidement baissé. Toutefois, le mois de mai a retrouvé des températures et une pluviométrie proche des normales et limité cette baisse. L'indice d'humidité des sols au 1<sup>er</sup> juin 2014 reste toutefois particulièrement déficitaire par rapport à l'indice habituel à la même date sur la moitié Est du pays. (*Infos rapides Climatologie, juin 2014*).

Pour les grandes cultures, l'hiver doux et humide s'est arrêté à temps pour faciliter les semis de printemps et le développement des cultures en place. La répartition des principales cultures est ainsi relativement proche de celle d'une année moyenne, à l'exception du blé dur dont les surfaces reculent de 29 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Les conditions relativement sèches de mars et avril ont pu impac-

ter le potentiel des cultures dans l'Est ou, plus localement, dans les sols peu profonds. Mais le retour des pluies en mai a pu redresser la situation. Les premières estimations de rendement, disponibles pour les cultures de colza et d'orge d'hiver, sont proches du niveau d'une année moyenne (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juin 2014*). La production d'herbe a quant à elle bénéficié des températures élevées jusqu'à fin avril. Malgré son ralentissement dû à la fraîcheur des températures en mai, la production d'herbe disponible au 20 mai est supérieure à celle d'une année moyenne (*Infos rapides Prairies, juin 2014*).

L'hiver doux et pluvieux a été défavorable au marché des légumes d'hiver. La douceur des températures a entraîné un déficit de la demande, mis à part pour les salades d'hiver. De plus, les fortes pluviométries, voire, plus localement, des inondations, et les températures élevées ont entraîné des difficultés de récolte ou au contraire

des afflux de produits dus à une pousse accélérée (*L'hiver doux et pluvieux a pesé sur les prix des légumes de saison, Légumes n° 240, juin 2014*). En ce qui concerne la campagne des légumes de printemps, elle est marquée par une nette avance des productions par rapport à celle de 2013 qui avait été affectée par le temps froid et des retards de mise en marché. De ce fait, les prix au mois d'avril sont en retrait sur ceux de l'année dernière pour la plupart des produits de saison (*Infos rapides Légumes, mai 2014*).

La campagne de commercialisation des pommes 2013/2014 qui s'achève s'est inscrite sous le signe d'un retour à une récolte moyenne, permettant d'exporter à des niveaux plus habituels que ceux de l'an dernier. Les prix partis de haut à la suite de la campagne 2012/2013 marquée par une faible production, ont ensuite baissé régulièrement tout au long de la campagne pour passer en avril légèrement au-dessous de la moyenne des 5 dernières

campagnes. L'indicateur de chiffre d'affaires dépasse à la fois celui de la campagne précédente et celui de la moyenne des cinq dernières campagnes, grâce à la bonne tenue des prix pendant une large partie de la campagne malgré la reprise de la production (*Après deux campagnes de prix soutenus, les cours des pommes refluent, Fruits n° 241, juin 2014*). La douceur des températures hivernales et printanières a favorisé le potentiel des productions de cerises, d'abricots et de pêches qui progresserait très nettement par rapport à l'an dernier, au niveau français, comme au niveau européen. Au 1<sup>er</sup> mai dernier le potentiel des récoltes françaises était estimé pour la cerise, l'abricot et la pêche respectivement à 33 %, 23 % et 15 % au-dessus de la production de l'an dernier (*Infos rapides Fruits, mai 2014*).

La campagne de pommes de terre 2013/2014 présente un profil analogue à celui des pommes. La production est en forte hausse après la campagne 2012/2013 où les rendements avaient été affectés par des conditions climatiques défavorables. Le prix de la pomme de terre, très élevé durant la campagne 2012/2013 du fait de la baisse de production, diminue tout au long de la campagne 2013/2014. Néanmoins, sur les neuf premiers mois de campagne, le prix de la pomme de terre reste largement au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes, en relation avec une production européenne en léger recul (*Baisse modérée des prix de la pomme de terre durant la campagne 2013/2014, Pommes de terre n° 243, juin 2014*).

Autre campagne qui s'achève, la production française 2013-2014 de sucre reste quant à elle stable par rapport à la campagne précédente. En revanche, la production européenne de sucre diminue. De ce fait, les exportations françaises de sucre progressent vers cette destination. Depuis le milieu de la campagne 2012/2013, les prix du sucre du quota diminuent, du fait notamment de l'amélioration des stocks euro-

péens. Cette tendance est conforme aux évolutions des cours mondiaux du sucre, en baisse depuis la campagne 2011/2012 (*Durant la première partie de campagne 2013/2014, la baisse des prix du sucre se poursuit, Betteraves n° 242, juin 2014*).

En avril, le prix des vins d'appellation affiche une hausse très nette sur un an. Cette hausse, proche de + 24 % depuis mars, s'inscrit dans un contexte de très faibles récoltes en 2012 et 2013 et de réduction des stocks en 2013. L'analyse conjointe, sur longue période, du prix des vignes et du prix des vins ne montre pas de corrélation nette pour toutes les appellations. Ainsi, si les variations du prix des vignes et du prix des vins sont assez similaires jusqu'au milieu des années 2000, les prix des vins se sont sensiblement redressés depuis alors que ceux des vignes restent stables voire orientés à la baisse, à l'exception de ceux des appellations les plus prestigieuses. Hors dépréciation monétaire, le prix à la production des vins d'appellation d'origine protégée (AOP), hors Champagne, s'est accru de 29 % depuis 1991. Compte tenu de la diversité des appellations françaises, ce résultat moyen masque de fortes disparités, à la fois en termes de prix moyens et d'évolutions sur longue période. Pour le Champagne et le Cognac, le redressement du commerce extérieur depuis 2010, faisant suite à la crise économique mondiale, contribue à la hausse du prix des vignes au cours des dernières années. (*Foncier viticole : les appellations les plus prestigieuses tirent les prix des vignes à la hausse, Viticulture n° 239, juin 2014*).

Les productions d'animaux de boucherie sont relativement réduites au premier trimestre 2014. La baisse sur un an de la production bovine se poursuit. La baisse des abattages s'accompagne d'une réduction des exportations d'animaux vivants. Au final, les prix des bovins poursuivent leur baisse sur un an, à l'exception toutefois des veaux de boucherie et des bovins maigres (brouards). Pour les ovins l'évolution

de la production sur un an est marquée par le positionnement de la fête de Pâques en avril cette année alors qu'elle s'était située en mars l'an dernier. Cela a accentué la baisse tendancielle de la production au premier trimestre de cette année. En avril, malgré la très forte augmentation des abattements sur un an, les cours deviennent très élevés. La production porcine, en recul sur un an pratiquement tout au long de l'année 2013, l'est encore au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, malgré des abattages en progression, progression qui se confirme en avril. Entre mars et avril, les prix des porcins à la production passent d'un recul de 9 % à une progression de 4 %. Malgré l'embargo russe, les exportations européennes sont globalement soutenues par la crise sanitaire aux États-Unis (diarrhée épidémique porcine) qui limite leur production et leurs exportations (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Bovins/Ovins/Porcins, mai 2014*).

Pour les viandes de volailles, après une hausse de 1,2 % sur l'ensemble de l'année 2013 par rapport à 2012, la production baisse sur un an au début de l'année 2014. Les abattages de janvier à avril reculent (- 4,8 % en tonnage, par rapport à l'année précédente). La situation est contrastée suivant les espèces : les tonnages de canard progressent, ceux de poulet baissent de 5,8 % et ceux de dinde de 6,2 %. De janvier à mars, les exportations de viande sont en fort recul sur un an (- 20 %), conséquence, entre autres, du fort repli des ventes de poulet au Moyen-Orient. Les cours des volailles décrochent nettement de leur niveau de l'an dernier en avril comme en mars (- 7 % pour chacun des mois). La production d'œufs du premier semestre 2014 devrait augmenter de 6 % par rapport à celle de la même période en 2013. En février, le prix à la production de l'œuf est en repli de 15 % sur un an (*Infos Rapides Aviculture, juin 2014*).

Dans un contexte de prix à la production favorable et de stabilisation du coût des aliments, la collecte mensuelle française de lait de vache continuerait de progresser fortement par

rapport aux mêmes mois de 2013, selon les résultats provisoires de la nouvelle enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer (+ 7,8 % en mars et + 8,9 % en avril). Sur l'ensemble de la campagne qui s'est terminée en mars la collecte française serait toutefois 6 % en dessous du quota, contrairement à la plupart des pays du Nord de l'Union européenne qui dépasseraient leur quota respectif (*Infos Rapides Lait, juin 2014*).

Pour l'ensemble des productions agricoles, le recul des prix sur un an est proche en avril 2014 du niveau observé en mars (- 4 %). Les fortes baisses sur un an des prix des céréales et des oléagineux ont peu évolué, de même que la hausse du prix des vins. Les prix des fruits et légumes à

la production poursuivent quant à eux leur recul, entraînant une baisse plus forte des prix à la consommation en avril qu'en mars, accentuant ainsi le décrochement des prix des produits agroalimentaires par rapport à 2013 (*Infos Rapides Prix agricoles et alimentaires, juin 2014*).

Le prix d'achat des moyens de production agricole a quant à lui légèrement augmenté par rapport au mois précédent. La hausse du prix des engrais n'est pas compensée par la baisse de ceux de l'énergie. Sur un an, le recul du prix d'achat des intrants s'est ainsi atténué (- 3,2 %) mais il reste encore assez fort pour les exploitations spécialisées dans les productions hors-sol (- 7 %) (*Infos rapides Moyens de production, juin 2014*).

En ce qui concerne le commerce extérieur, en avril 2014, l'excédent des échanges agroalimentaires français diminue par rapport à avril 2013. Il diminue à la fois vers l'UE et vers les pays tiers. C'est l'excédent des produits agricoles bruts qui fléchit. La baisse des cours des céréales, mais aussi des légumes, tire la valeur des exportations vers le bas. Il s'agit du neuvième mois consécutif où l'excédent en produits agricoles bruts se dégrade. L'excédent en produits transformés progresse par rapport à avril 2013. Les exportations de produits laitiers continuent de croître, mais celles d'alcools et de vins diminuent (*Infos Rapides Commerce extérieur, juin 2014*).

Paul Casagrande  
et les rédacteurs des Infos  
rapides et Synthèses

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Foncier viticole : les appellations les plus prestigieuses tirent les prix des vignes à la hausse <i>Viticulture</i>	7	<i>A. Renaud</i>
L'hiver doux et pluvieux a pesé sur les prix des légumes de saison <i>Légumes</i>	13	<i>P. Arnoux</i>
Après deux campagnes de prix soutenus, les cours des pommes refluent <i>Fruits</i>	19	<i>L. Bernadette</i>
Durant la première partie de la campagne 2013/2014, la baisse des prix du sucre se poursuit <i>Betteraves</i>	23	<i>G. Wemelbeke</i>
Baisse modérée des prix de la pomme de terre durant la campagne 2013/2014 <i>Pommes de terre</i>	27	<i>G. Wemelbeke</i>
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>31</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>33</b>	
<b>Liste des Infos rapides parues</b>		
Abricot, n° 1-2/4, mai/juin 2014		<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Animaux de boucherie – Bovins, n° 5/11, mai 2014		<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie – Ovins, n° 5/11, mai 2014		<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie – Porcins, n° 5/11, mai 2014		<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 6/11, juin 2014		<i>C. Pendariès</i>
Cerise, n° 1-2/3, mai/juin 2014		<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Chou-fleur, n° 6/6, mai 2014		<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 6/12, juin 2014		<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 6/12, juin 2014		<i>G. Wemelbeke</i>
Concombre, n° 2/5, mai 2014		<i>P. Arnoux</i>
Courgette, n° 1/4, mai 2014		<i>P. Arnoux</i>
Fraise, n° 2/4, mai 2014		<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 3-4/10, mai/juin 2014		<i>A. Renaud</i>
Lait, n° 4/12, juin 2014		<i>S. Cazeneuve</i>
Moyens de production, n° 5-6/10, mai/juin 2014		<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Pêche, n° 1-2/5, mai/juin 2014		<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Prairies, n° 2/7, mai 2014		<i>L. Grassart</i>
Prix agricoles et alimentaires n° 6/10, juin 2014		<i>P. Casagrande</i>
Stocks Pommes-Poires, n° 8/10, mai 2014		<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Tomate, n° 2/6, mai 2014		<i>P. Arnoux</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Viticulture

Synthèses juin n° 2014/239

[Retour éditorial](#)

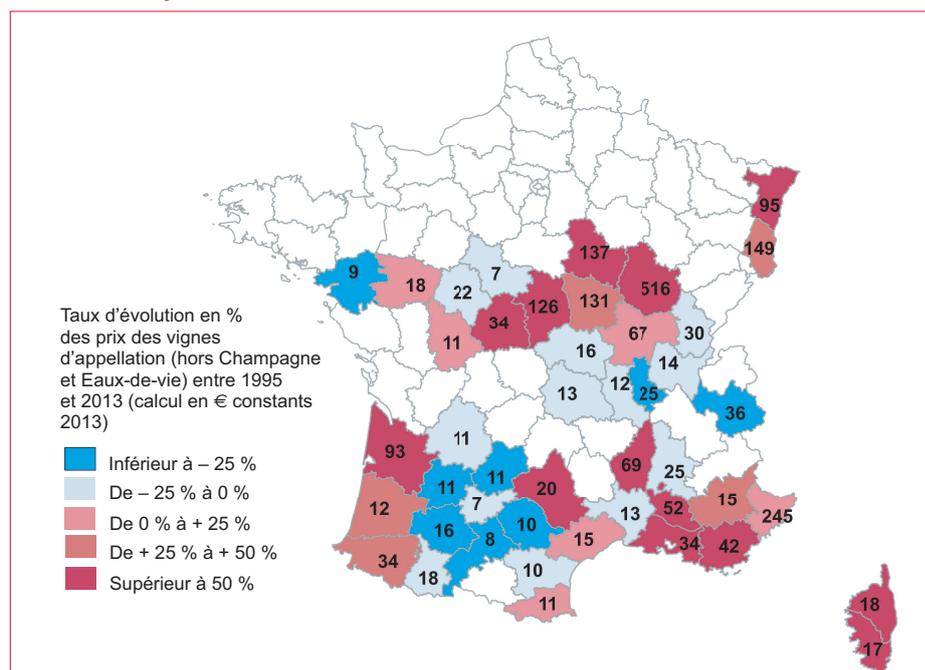
## Foncier viticole : les appellations les plus prestigieuses tirent les prix des vignes à la hausse

**En 2013, le prix moyen des vignes destinées à la production de vin à Appellation d'origine protégée (AOP), hors Champagne, est de 60 milliers d'euros par hectare, en légère hausse sur un an. Par rapport à 1991, ce prix s'est accru de 75 % en valeur courante, et de 29% une fois tenu compte de l'inflation. Étant donné la diversité des appellations françaises, ces résultats globaux masquent de fortes disparités, à la fois en termes de prix moyens et d'évolutions sur longue période. Les prix des appellations les plus prestigieuses tirent le marché vers le haut. Pour le Champagne et le Cognac, le redressement du commerce extérieur depuis 2010, faisant suite à la crise économique mondiale, contribue à la hausse du prix des vignes au cours des dernières années.**

**Vignes d'appellations : prix très disparates et dynamiques d'évolution variées selon les bassins**

En 2013, les prix moyens estimés des vignes d'appellation varient de 12 milliers d'€/ha dans le bassin viticole Languedoc-Roussillon à 142 milliers d'€/ha en Bourgogne-Beaujolais-Savoie-Jura. Pour la plupart des bassins, la première moitié des années 1990 avait été caractérisée par une stagnation voire un recul du prix des vignes, avec un point bas vers 1995-1996. Les prix sont globalement repartis à la hausse à la fin des années 1990, dans un contexte de baisse des taux d'intérêt et de hausse du prix des vins et des exportations. L'indice des prix à la production (Ippap) des vins d'appellation, qui se situait à un niveau élevé en 1990, a baissé jusqu'en 1993 avant d'augmenter régulièrement jusqu'à un point haut en 1998. Entre 1996 et 1998, les exportations françaises

**Vignes d'appellation : écarts de prix marqués et évolutions différentes selon les départements**



Étiquettes : prix moyens départementaux en milliers d'euros courants par hectare des vignes d'appellation en 2013  
Source : Safer/SSP-Terres d'Europe-SCAFR, Fond de carte IGN Geofla

des vins d'appellations se sont accrues de 29 % en volume et de 45 % en valeur. Enfin, la baisse des taux d'intérêt à partir de 1995 a pu faciliter le recours à l'emprunt. Entre 2003 et 2006, le prix des vignes s'est inscrit à la baisse pour la plupart des appellations avant de retrouver une tendance à la hausse au cours des dernières années.

Les évolutions du prix de vignes sont toutefois contrastées selon les bassins. Ainsi, en comparaison avec l'année 1995, et hors inflation, les prix des vignes ont plus que doublé en Corse. Ils se sont accrues plus que de moitié dans les bassins Bordeaux-Aquitaine, Bourgogne-Beaujolais-Savoie-Jura, ainsi qu'en Alsace-Est. Dans ce dernier bassin viticole, la hausse des prix, initiée dès le début des années 1990, a été très vive jusqu'en 2005. Cette croissance a accompagné le développement des ventes des vins d'Alsace sur le marché français durant les années 1980 et 1990, jusqu'à un niveau record en volume en 1999. À l'opposé, dans le bassin viticole

Languedoc-Roussillon, les prix des vignes ont seulement légèrement augmenté sur la période (+ 3 %). Ils se sont même repliés dans le bassin Sud-Ouest (- 21 %).

### Des appellations « prestigieuses » tirent les prix des vignes d'appellation vers le haut

En Gironde, le prix moyen des vignes d'appellation s'est accru de 25 % entre 2000 et 2013.

Cette hausse résulte d'un très fort dynamisme des vignobles les plus prestigieux. En particulier, les cinq appellations suivantes impactent fortement le résultat global : Pomerol, Margaux, Saint-Julien, Saint-Estèphe et Pauillac. Entre 2006 et 2013, le prix moyen de ces appellations a plus que doublé, passant de 390 milliers d'€/ha à près de 810 milliers d'€/ha.

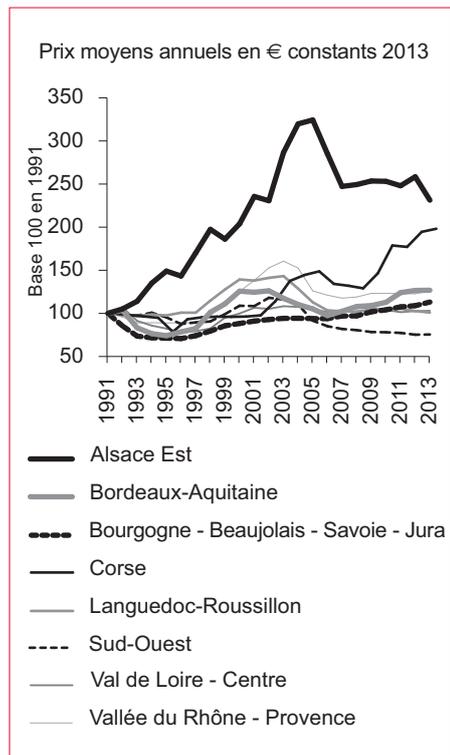
Les prix de l'appellation Pessac-Léognan ont également beaucoup augmenté au cours des dernières années, passant de 170 milliers d'€/ha en 2010 à 450 milliers d'€/ha en 2013.

Le St-Émilion se stabilise à 200 milliers d'€/ha depuis 2010. Les prix de ces deux appellations seraient tirés vers le haut par certains grands crus, et plus sensibles à la conjoncture économique.

À l'opposé, le prix des autres vignes d'appellations est resté stable voire orienté à la baisse sur la période récente. C'est le cas des vins blancs liquoreux : appellations Sauternes, Cadillac-Côtes de Bordeaux, liquoreux rive droite. Après un ressaut à la fin des années 1990, leur prix a reflué jusqu'en 2006 avant de se stabiliser.

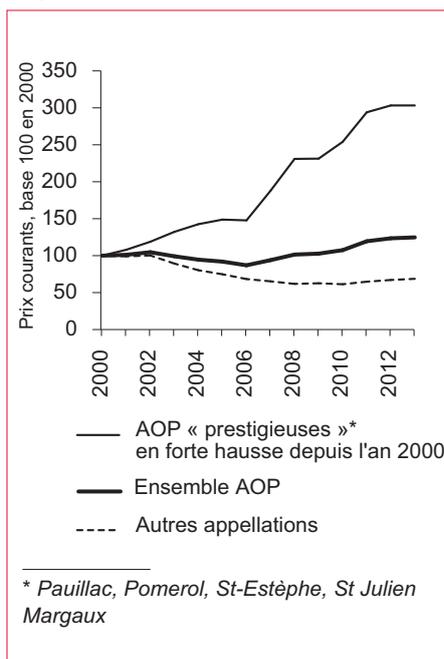
En 2013, le prix moyen des vignes d'appellation de la région Bourgogne s'élève à 230 milliers d'€/ha, en hausse de 5 % sur un an. En Côte d'Or, les prix, en hausse depuis le milieu des années 1990, continuent de s'accroître (+ 5 %). Ils sont principalement entraînés par les Grands Crus, dont le prix moyen s'établit à 4 millions d'€/ha en 2013. Les « Premier Cru » blancs contribuent aussi à cette hausse, avec un prix moyen dépassant 1 million d'€/ha. Les prix des appellations « Premier Cru Rouge » et les Appellations Communales de la Côte de Beaune tirent aussi les prix. En parallèle, l'appellation régionale générique

### Prix des vignes d'appellation : des évolutions contrastées selon les bassins viticoles



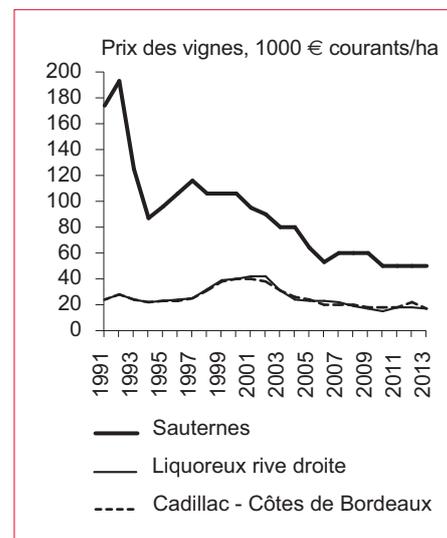
Source : Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

### Le prix des vignes en Gironde : un marché à deux vitesses depuis 2000



Source : Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

### Stabilisation des prix à un niveau bas sur la période récente pour les vins blancs liquoreux en Gironde



Source : Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

« Bourgogne » progresse modérément, à 34 milliers d'€/ha en 2013.

Dans le bassin Vallée du Rhône-Provence, les crus tirent également les prix à la hausse. Par rapport à 2010, les prix se sont nettement accrus pour les appellations Côte Rotie, Hermitage, Condrieu, et Bandol, plus modérément pour le Gigondas, le Bellet et le Châteauneuf du Pape. A l'opposé, le prix des appellations régionales stagne ou baisse. Dans la Drôme, l'appellation Côte du Rhône se négocie ainsi en moyenne à 13 milliers d'€/ha en 2013, contre 31 milliers d'€/ha en l'an 2000.

### Cognac : envolée des prix depuis 2010, portés par un commerce extérieur dynamique

En 2013, le prix des vignes destinées à la production d'Eaux de Vie s'établit à 39 milliers d'€/ha, gagnant 11 % sur un an. Depuis 2010, les prix progressent à un rythme rapide, en moyenne de 12 % par an. L'essentiel de la production d'Eaux de Vie est situé en région Poitou-Charentes, avec le

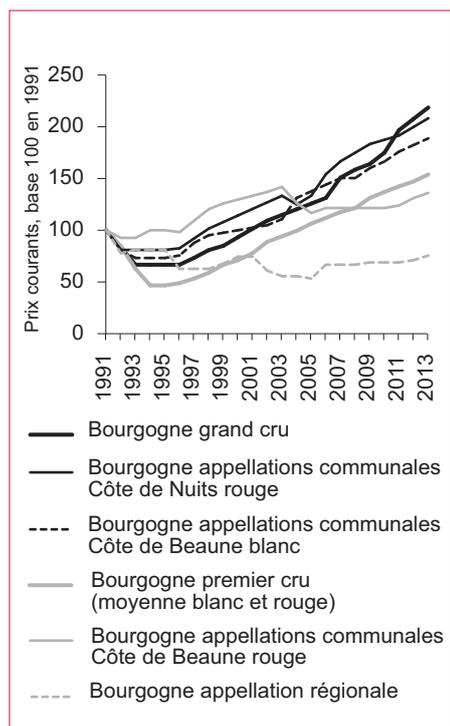
Cognac. Le renchérissement des prix des vignes à Cognac sur les années récentes est lié à une bonne santé du commerce extérieur, principal débouché de la production de Cognac (90 % des quantités vendues en 2013). En 2012, les exportations ont atteint un record en valeur avant de se stabiliser en 2013 à 2,4 milliards d'euros. Depuis 2010, les exportations se développent à destination de l'Asie (Chine, Singapour) et se maintiennent vers l'Union européenne. La majeure partie des exportations est destinée aux pays tiers (84 % de la valeur et 78 % des volumes en 2013). Parmi les pays tiers, trois pays concentrent les trois-quarts des achats en valeur : les États-Unis (600 millions d'euros), Singapour (567), et la Chine (344).

À contrario, les prix des vignes à Cognac avaient fortement chuté durant les années 1990, dans un contexte de crise pour la filière, liée à des stocks abondants et un ralentissement des ventes. Les exportations vers l'Asie (Chine, Hong-Kong) s'étaient effondrées, après notamment la crise financière asiatique de 1997.

### Champagne : léger tassement du prix des vignes en 2013, après une année record en 2012

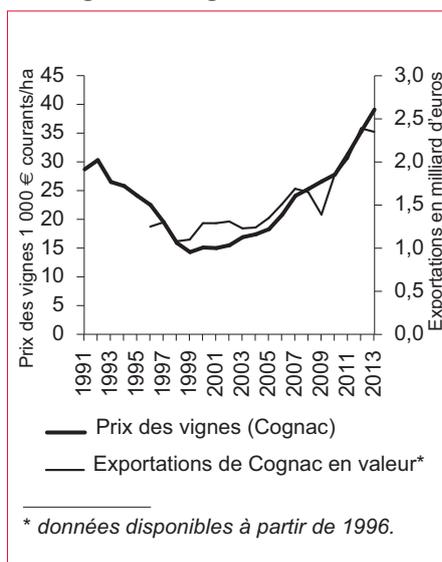
En 2013, le prix moyen des vignes destinées à la production de Champagne est de 1 077 milliers d'€/ha. Il varie de 798 milliers d'€/ha dans l'Aisne à 1 565 milliers d'€/ha dans la zone la plus chère : la Côte des Blancs dans la Marne. En 2013, les prix se stabilisent après une hausse exceptionnelle entre 2011 et 2012, particulièrement marquée pour les grands crus. Cette augmentation s'est opérée dans un contexte porteur pour les ventes, dopées par le commerce extérieur. Les exportations se sont en effet nettement redressées, surtout en valeur, après le point bas de 2009 lié à la crise économique et financière mondiale. En 2013, alors que les quantités exportées diminuent légèrement, la valeur se maintient. Les ventes sur le territoire français, qui représentent en 2013, avec 167 millions de bouteilles, 24% du volume total vendu, sont pour leur part en retrait par rapport à 2012 après les niveaux élevés des années 2006 à 2011.

### Côte d'Or : vive hausse des prix des vignes pour les appellations communales et les crus



Source : Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

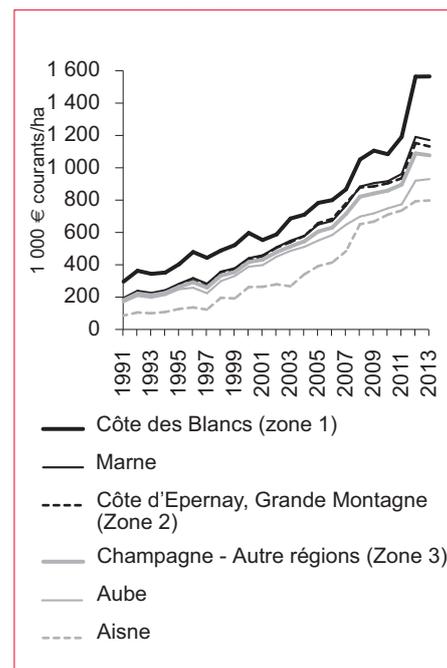
### Le dynamisme des exportations accompagne la hausse des prix des vignes à Cognac



\* données disponibles à partir de 1996.

Sources : DGDDI (Douanes), Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

### En 2013, stabilisation des prix des vignes à un niveau élevé pour le Champagne



Source : Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

## Les évolutions du prix des vignes d'appellations ne reflètent qu'en partie celles du prix des vins

Deux principaux facteurs sont généralement retenus pour expliquer l'évolution à long terme du prix des terres : la variation des taux d'intérêt réels (inversement proportionnels au prix des terres), qui conditionnent la possibilité d'emprunter, et le revenu agricole, qui joue sur les acquisitions. Comme le prix des terres, le prix des vignes, qui reculait au début des années 1990, s'est infléchi à partir de 1995 pour suivre une tendance à la hausse. En parallèle, les taux d'intérêt ont nettement diminué à partir de 1995. Depuis les années 2000, le recouplement entre le prix des vignes et les taux d'intérêt paraît moins évident : entre 2003 et 2005 notamment, les taux d'intérêt et le prix des vignes se sont simultanément repliés.

Pour plusieurs vignobles, les évolutions du prix des vignes coïncident avec les variations de prix des vins. Cet indicateur est en relation avec le revenu des agriculteurs. Parmi les appellations étudiées, les variations sur longue période du prix des vignes et du prix des vins sont assez similaires jusqu'au milieu des années 2000. Depuis 2005 en revanche, alors que les prix des vins sont en nette hausse, ceux des vignes restent stables voire orientés à la baisse, à l'exception des appellations les plus prestigieuses.

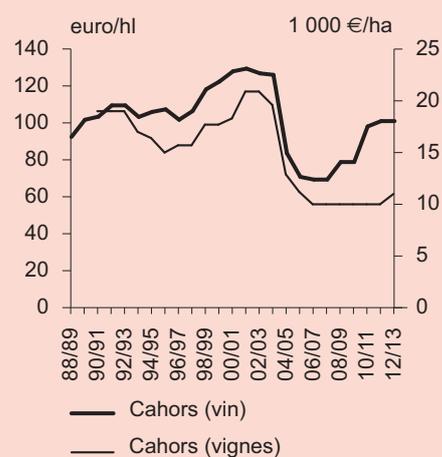
C'est notamment le cas pour les appellations des Côtes-du-Rhône et du Languedoc-Roussillon. Durant la première moitié des années 2000, le décrochage du prix de ces vignes a coïncidé avec celui du prix du vin. Mais ensuite, le prix du vin est reparti à la hausse alors que celui des vignes restait en retrait.

Dans le Beaujolais, le prix des vignes s'est infléchi avant le prix du vin. La baisse a été plus précoce pour l'appellation générique que pour le Beaujolais Villages. Malgré un redressement du prix des vins depuis 2006/2007, le prix des vignes est resté stable à un niveau bas.

En Gironde et globalement dans le Sud-Ouest, les évolutions sur longue période des prix des vignes et des vins semblent assez liées. En Gironde, notamment, l'évolution du prix des vignes retrace assez fidèlement celle du prix des vins, avec un retard de trois ans. Pour certaines appellations toutefois (Bordeaux générique rouge et blanc, y compris liquoreux, Cahors, Madiran), le lien entre prix des vignes et prix des vins semble s'être distendu depuis le milieu des années 2000. La remontée du prix des vins depuis cette date n'a pas été suivie d'un ressaut du prix des vignes.

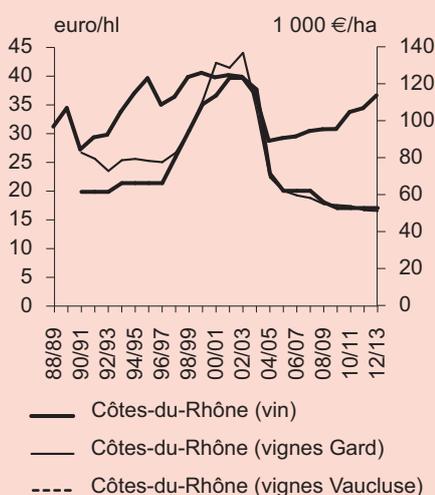
Pour les vins blancs de la Loire, d'Alsace et de Bourgogne, le prix des vignes se maintient bien et augmente quand le prix du vin progresse sur toute la période depuis le milieu des années 1990.

### Cahors : depuis le milieu des années 2000, les évolutions du prix des vignes et de celui des vins divergent



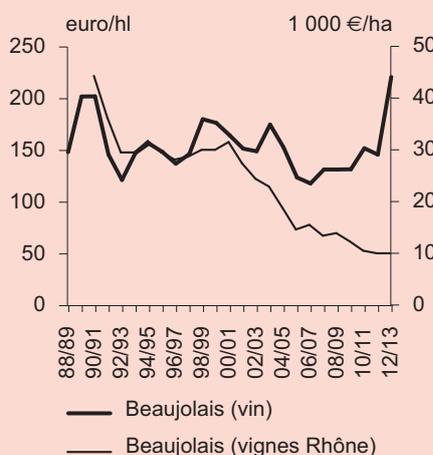
Source : FranceAgriMer (prix des vins en vrac issus des Comités Interprofessionnels), Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

### Côtes du Rhône : pas de remontée du prix des vignes sur les années récentes



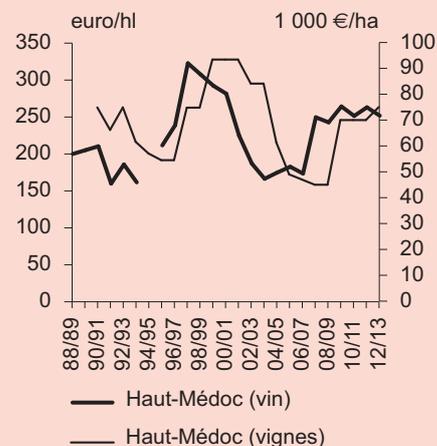
Sources : FranceAgriMer (prix des vins en vrac issus des Comités Interprofessionnels), Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

### Beaujolais : les prix des vignes, contrairement aux prix des vins, ne se sont pas redressés après la crise



Sources : FranceAgriMer (prix des vins en vrac issus des Comités Interprofessionnels), Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

### Haut-Médoc : des évolutions du prix des vignes proches de celles du prix des vins, avec un retard de 3 ans



Sources : FranceAgriMer (prix des vins en vrac issus des Comités Interprofessionnels), Safer/SSP - Terres d'Europe - SCAFR

## Sources, définitions et méthodologie

### Sources

- Les prix des vignes sont issus de l'enquête annuelle menée conjointement par les services statistiques régionaux du Ministère de l'Agriculture et les services départementaux des Safer. Les prix sont établis à dire d'expert. Les prix moyens par département et par bassin viticole des vignes AOP, VEDVAOP et hors AOP sont issus d'une pondération des prix des appellations (ou types de vins concernés) du territoire par leur surface plantée en vigne.
- Les prix des vins d'appellations figurant dans cet article sont issus de la publication « Les chiffres de la filière vitivinicole 2002/2012 » de FranceAgriMer et proviennent des Comités interprofessionnels. [www.franceagrimer.fr/](http://www.franceagrimer.fr/)
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI) : [www.douane.gouv.fr/](http://www.douane.gouv.fr/)
- L'ippap (indice des prix des produits agricoles à la production) des vins est produit par l'Insee : <http://www.insee.fr/>

### Méthodologie

#### ■ Typologie des vignes :

- AOP : appellation d'origine protégée. Correspond aux anciens vins de qualité produits dans une région déterminée (VQPRD) regroupant les catégories « vins d'appellation d'origine contrôlée » (AOC) et « vins de qualité supérieure » (VDQS).
- IGP : indication géographique protégée. Ce label recouvre l'ancienne dénomination « vins de pays ».
- Vignes sans IG : les vignes sans IG produisent des vins sans indication géographique (IG), c'est à dire ni AOP, ni IGP. Les vins sans IG correspondent aux anciens vins de table.
- Vignes VEDVAOP : ces vignes sont consacrées à la production de raisin destiné à l'élaboration d'eaux-de-vie à appellation d'origine protégée. Ce sont principalement les vignes pour la production du cognac (majoritaires en surfaces) et de l'armagnac.

#### ■ Les bassins viticoles en France

Définis selon le décret 2008-1359 du 18 décembre 2008 portant création des conseils de bassin viticole, les bassins viticoles sont des espaces distincts des régions administratives et des départements, et cohérents tant par le type de production que l'organisation de la filière. En France métropolitaine, dix bassins couvrent la quasi-totalité du vignoble.

Une carte représentant les bassins viticoles en France en 2013 est disponible sur le site de FranceAgriMer à l'adresse suivante : [http://www.si-vitifrance.com/consulter\\_doc.jsp?id\\_theme=0107&ordre=05](http://www.si-vitifrance.com/consulter_doc.jsp?id_theme=0107&ordre=05)

#### ■ Calcul des évolutions à prix constants :

Afin d'observer l'évolution réelle de l'activité économique, il est nécessaire de tenir compte des effets de l'inflation. On distingue les évolutions à prix courants (sans correction de l'effet de l'inflation) des évolutions à prix constants (avec correction des effets de l'inflation). Le prix réel (ou « déflaté ») se calcule en faisant le rapport entre le prix courant et un indice de général de prix, par exemple ici le prix du PIB (produit intérieur brut).

## Pour en savoir plus

- « dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture et la rubrique « En région » pour les publications régionales
- « dans la rubrique « Enquête - Prix des terres » pour les données du prix des vignes de 1991 à 2013
- « dans « Données en ligne - Disar » pour les séries chiffrées :
  - rubrique « Cultures et production végétales\Conjoncture végétale\Conjoncture viticole » pour les données du commerce extérieur
  - rubrique « Sources pluri-thématiques\Statistique Agricole Annuelle et estimations précoces de production\Statistique Agricole Annuelle » pour les données historiques de production et de surfaces

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les prix des vignes et des terres tirés par le marché du Cognac et les cours des céréales », Agreste Poitou-Charentes n° 18, septembre 2013
- « Évolution du prix des vignes en Aquitaine : + 3,3 % sur un an, une progression en trompe-l'œil et des écarts qui se creusent », Agreste Aquitaine n° 75, juin 2013
- « Le prix des terres progresse dans un marché foncier agricole qui recule », Agreste Bourgogne n° 150, juin 2013

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèses juin n° 2014/240

[Retour éditorial](#)

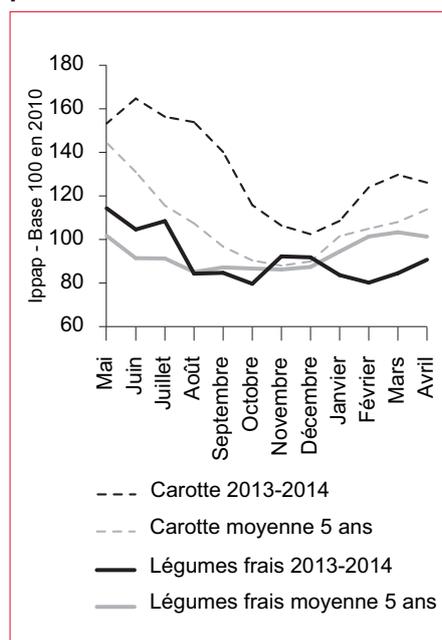
## L'hiver doux et pluvieux a pesé sur les prix des légumes de saison

**A**près un début de campagne, au printemps et en été, relativement favorable en termes de prix, les légumes dont la principale période de production est l'hiver (carotte, chou-fleur, endive, poireau, salades d'hiver) ont subi pour la plupart un hiver difficile. Les températures douces, supérieures aux normales des mois de décembre à avril, se sont soldées par un déficit de la demande. De plus les fortes pluviométries, les inondations et les températures élevées pour la saison ont entraîné des difficultés de récolte ou des afflux de produit dus à une pousse accélérée. Enfin, les légumes d'hiver ont également souffert dès les premiers mois de 2014 de la concurrence des légumes de printemps comme la tomate, présente maintenant toute l'année sur les étals, le concombre ou la courgette.

### Carotte : l'offre réduite soutient les prix

La culture des carottes est principalement localisée dans l'Ouest. La région Basse-Normandie et la Bretagne détiennent 24 % des superficies. Les récoltes sur ces deux régions s'étalent sur toute l'année mais l'activité est plus concentrée au cours de l'automne et de l'hiver. L'Aquitaine, qui représente plus de 50 % des volumes, alimente les marchés toute l'année avec cependant un pic de production en début d'été puis une reprise des récoltes de la rentrée de septembre à la fin de l'hiver. Les volumes disponibles au cours de cette campagne n'ont cessé chaque mois d'être en repli par rapport à la campagne précédente. Après le froid persistant du printemps 2013 et la courte période de chaleurs estivales, les tempêtes à répétition de l'hiver et

### Des prix particulièrement élevés pour la carotte durant l'été 2013



Source : Agreste - Ippap

les sols saturés d'eau ont fortement perturbé cette production. Les récoltes à destination du frais ont marqué un repli continu. Le cumul de production a accusé une baisse sur la campagne de 10 % par rapport à la campagne précédente. Cette perte de récolte est répartie de manière équivalente tout au long de la campagne. Les volumes destinés à la transformation ont, en partie, bénéficié de la hausse des écarts de tri imputables aux difficultés de récolte sur des sols spongieux. Les quantités dirigées vers cette destination ont connu une légère baisse par rapport à 2012 mais la part de ce débouché dans la production totale atteint 48 % contre 43 % en moyenne de 2008 à 2012. Ce niveau de l'offre relativement réduit est accentué par un solde des échanges qui demeure déficitaire bien qu'il enregistre une petite réduction. Malgré la modestie de

l'offre intérieure en 2013, le déficit se réduit de 45 à 37 milliers de tonnes, tout en demeurant légèrement au-dessus de la moyenne quinquennale. Les cours de la campagne 2013/2014 ont débuté en mai 2013 à un niveau proche de ceux de la campagne précédente, en légère hausse par rapport à la moyenne 2009-2013. La période estivale a été favorable à une bonne tenue des prix. Ce n'est qu'à la rentrée de septembre qu'ils ont fléchi, tout en se maintenant à un niveau supérieur à celui des années précédentes. En début d'année 2014, les volumes proposés aux consommateurs sont demeurés en repli. Ils ont alors favorisé le rebond saisonnier des cours qui s'est accentué au cours des derniers mois de cette campagne pour terminer en forte hausse par rapport à ceux de la campagne précédente, nettement au-dessus de la moyenne quinquennale.

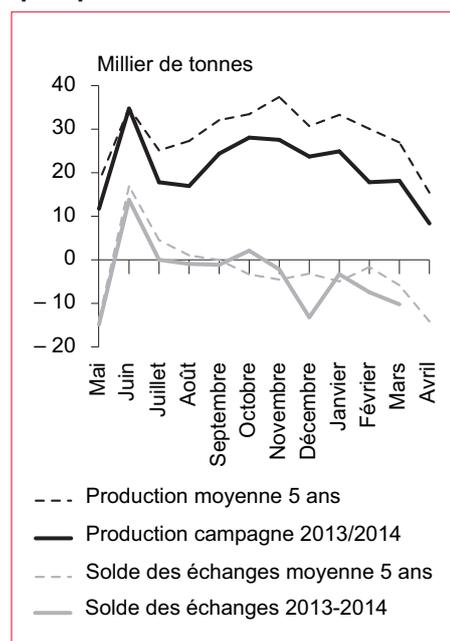
### Le chou-fleur a particulièrement souffert de la douceur de l'hiver

La production de chou-fleur est répartie en France entre le Sud, en région PACA pour moins de 5 % des volumes sur une période entre octobre et mars, le Nord, en Nord-Pas-de-Calais avec

7 % de la production nationale entre mars et octobre, et dans l'Ouest entre la Basse-Normandie et surtout la Bretagne pour 88 % des récoltes étalées sur toute l'année mais avec toutefois une forte concentration de la production sur la période hivernale. La production sur cette campagne sera demeurée en retrait par rapport à la précédente mais surtout par rapport à la moyenne quinquennale. La baisse a été de 4 % sur un an mais elle s'est élevée à 10 % sur cinq ans. La période estivale a bénéficié des niveaux de prix élevés de la fin de la campagne précédente pour ensuite rapidement reprendre un niveau de saison proche de la moyenne quinquennale. Les volumes au cours de l'été et de l'automne ont été proches de la moyenne mais à l'arrivée de l'hiver les quantités récoltées ont subi de fortes réductions. Au niveau national la baisse sur un an en décembre a dépassé 40 %. Cette tendance est fortement liée au repli de 43 % en Bretagne, secteur de production largement dominant à cette période. La succession de tempêtes, la forte pluviométrie et les inondations sur cette région sont venues bloquer ou perturber les opérations de récoltes. La demande, peu motivée par la

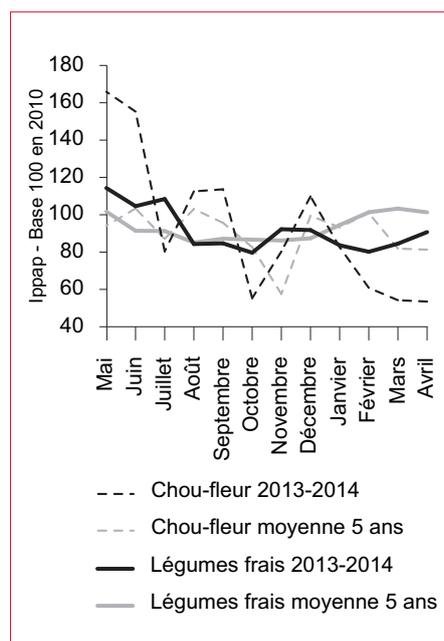
douceur des températures, est demeurée relativement absente et, malgré la modestie de l'offre, les cours se sont inscrits dans une succession de replis pour atteindre en février un niveau inférieur à celui des années précédentes. La fin de campagne a été marquée par la persistance de températures supérieures aux normales, préjudiciables à la consommation, mais également par des conditions enfin favorables pour les récoltes. Les volumes de mars à mai sont supérieurs à ceux de la campagne précédente avec une progression des rendements. Cette abondance de l'offre n'a pas trouvé de débouchés et les prix ont poursuivi leur baisse. L'écoulement vers la transformation a absorbé des volumes inférieurs à ceux de la campagne précédente. Le débouché des exportations, nettement supérieures aux importations pour le chou-fleur, a également fait défaut. Il s'agit d'un des rares légumes pour lequel la balance des échanges est excédentaire. Les exportations se sont déroulées en début de campagne conformément à une année moyenne. Les quantités vendues principalement vers le nord de l'Europe ont été modestes en été puis ont progressé rapidement dès

### Une production de carottes inférieure à la moyenne quinquennale



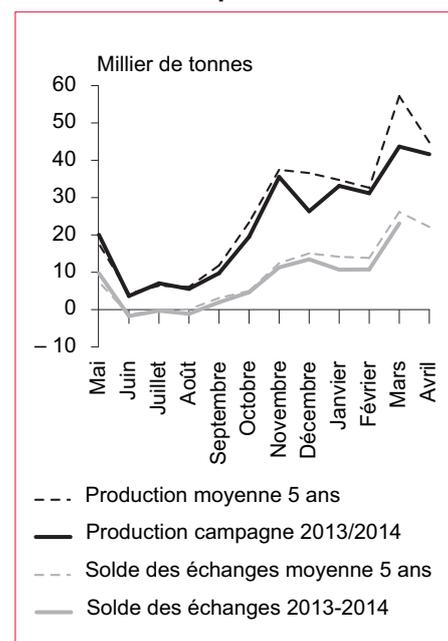
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Le prix du chou-fleur a connu une forte baisse début 2014



Source : Agreste - Ippap

### Le niveau des échanges extérieurs est resté stable pour le chou-fleur



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

septembre. Sous l'effet de la faiblesse des quantités récoltées sur le territoire mais également d'une offre des pays du Nord stimulée par des températures clémentes, les volumes exportés ont plafonné et ont attendu le mois de mars pour retrouver un niveau plus conforme aux moyennes. La baisse sur la campagne est demeurée contenue à 4 %. Les importations ont à nouveau représenté une faible part de l'alimentation des marchés même si celles-ci sont en hausse de 20 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le solde des échanges a subi une légère érosion mais il est demeuré excédentaire au cours de cette campagne.

### La maîtrise de l'offre n'a pas suffi pour redresser durablement le marché de l'endive

La production française d'endive est concentrée sur la région Nord-Pas-de-Calais qui récolte 93 % des volumes mais elle est également présente en Bretagne avec 3 % des quantités. La campagne 2013/2014 a connu un déficit constant de l'offre qui, de mois en mois, s'est plus ou moins creusé. Le bilan fait apparaître une baisse des volumes de 6 % par rapport à la cam-

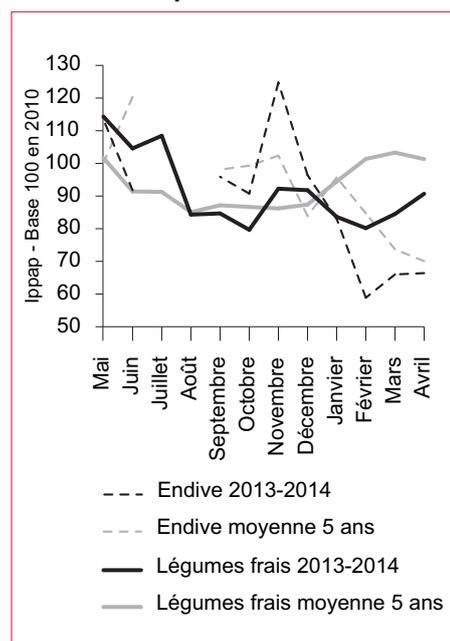
pagne précédente mais un repli de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale. Cette production est maîtrisée et peut s'adapter à la demande grâce à l'utilisation de chambres froides pour conserver les racines et d'installations de forçage pour obtenir des chicons commercialisables. Après un début de campagne particulièrement modeste en septembre avec une demande timide, des volumes de saison mais des cours à un niveau inférieur à celui de la campagne précédente, en forte baisse par rapport à la moyenne quinquennale, l'offre a été ajustée à la baisse en novembre. Les installations de forçage ont fonctionné au ralenti et des destructions de chicons sont intervenues afin de réduire les quantités disponibles. Cette gestion de l'offre a tout d'abord permis d'obtenir ponctuellement un redressement des prix, mais cette éclaircie a été très courte. La baisse saisonnière des cours en début d'année s'est poursuivie par un repli continu. Alors que les volumes sont demeurés chaque mois inférieurs à ceux de la campagne précédente, la demande intérieure est restée particulièrement timide en relation avec la douceur hivernale. L'endive est le second légume, après le chou-

fleur, à posséder un solde des échanges excédentaire. L'excédent s'est établi à 37 milliers de tonnes cette campagne, en progression par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne quinquennale. Les importations ont débuté à un faible niveau, puis ont connu une courte période de hausse en janvier mais sont demeurées par la suite inférieures à la moyenne quinquennale avec une baisse de 4 %. Les exportations sont parvenues à progresser. Seul le mois de février a connu un léger repli des volumes par rapport à la moyenne et ce dynamisme a permis de faire progresser de 20 % les quantités vendues en dehors des frontières.

### Poireau : les fortes pluies hivernales ont perturbé la production, et la douceur des températures a limité la demande

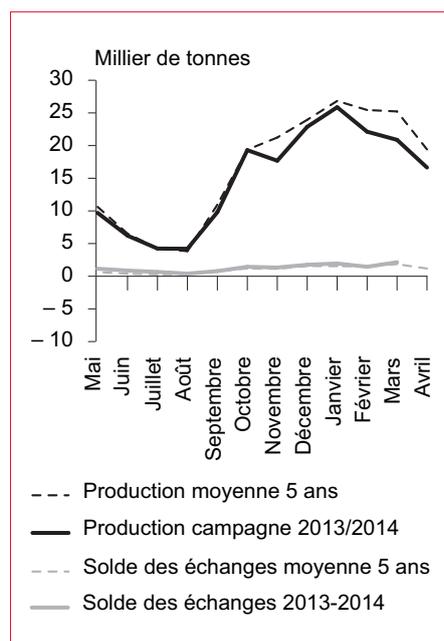
La production de poireau sur le territoire s'étend sur toute la France avec toutefois une présence plus marquée sur les régions de l'Ouest. Entre la Basse-Normandie, la Bretagne, les Pays de la Loire, la région Centre et l'Aquitaine, ce sont plus de la moitié des tonnages produits qui bénéficient

### Endive : la demande est trop timide au cours de l'hiver pour assurer la tenue des prix



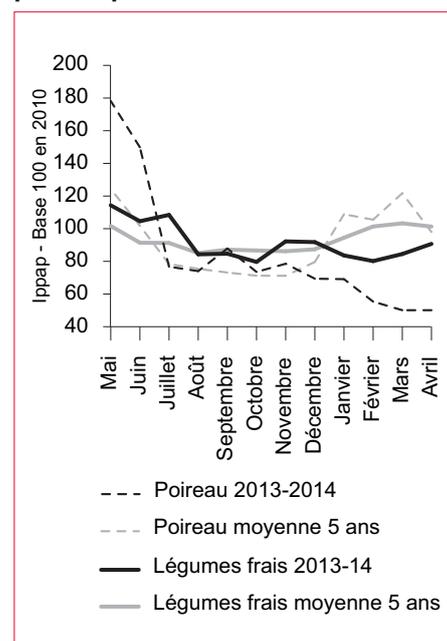
Source : Agreste - Ippap

### La production d'endives s'est nettement rétractée début 2014



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Des cours de plus en plus bas pour le poireau cet hiver



Source : Agreste - Ippap

du climat océanique. La campagne débute en mai et la majorité des volumes sont récoltés au cours de l'hiver entre novembre et mars. Comme pour l'ensemble des légumes d'hiver, la production a connu une nouvelle baisse au cours de la campagne 2013/2014. Les volumes proposés sur les étals ont reculé de 5 % par rapport à la campagne précédente et de 8 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le repli a débuté dès les premiers mois de commercialisation et n'a cessé ensuite de s'accroître pour atteindre une baisse de 15 % en novembre avec 3 000 tonnes de déficit sur ce mois par rapport à la campagne précédente. La région Basse-Normandie, à elle seule, a subi à cette période une perte supérieure à 2 000 tonnes par rapport au même mois de 2012. À partir de janvier les quantités proposées à la commercialisation se sont stabilisées pour demeurer proches chaque mois de celles de la campagne précédente. Cette offre limitée dès le début de campagne a favorisé la bonne orientation des prix. Portés par le niveau élevé de la fin de campagne 2012/2013, les cours s'établissent en mai en progression nette par rapport à la campagne précédente, en hausse significative par rapport à la moyenne quinquennale.

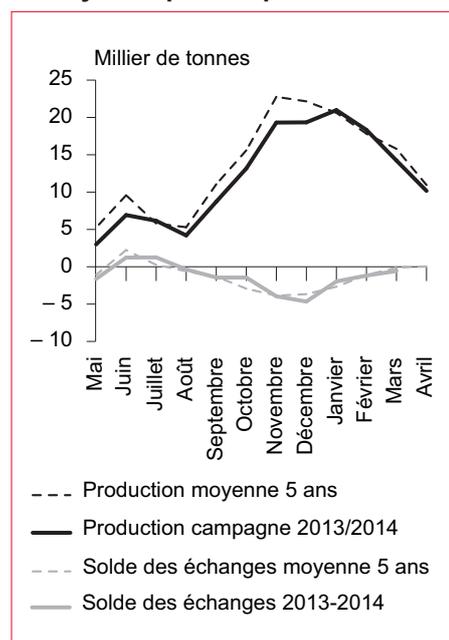
Cette tendance favorable a été rapidement suivie d'une chute des prix, prix qui, dès juillet, se sont positionnés en repli par rapport aux moyennes mensuelles 2008-2012. Malgré une offre réduite, la demande a été peu dynamique au cours de cet hiver particulièrement doux. La forte baisse de l'offre en novembre s'est accompagnée d'une remontée seulement passagère des prix, immédiatement suivie d'une baisse continue jusqu'à la fin de la campagne. Le déficit des échanges a atteint 16 milliers de tonnes au cours de cette campagne, se situant au niveau de la moyenne des années 2008 à 2012.

### Les salades ont connu une fin de campagne de commercialisation difficile

La production de salade est principalement composée de laitues, de chicorées et dans une moindre mesure de la mâche. Les superficies sont présentes sur l'ensemble du territoire avec cependant une domination des régions du Sud-Est qui assurent 46 % des récoltes de chicorées et 59 % de celles de laitues. De plus les calendriers de production sont décalés. Ainsi, les producteurs des régions situées au

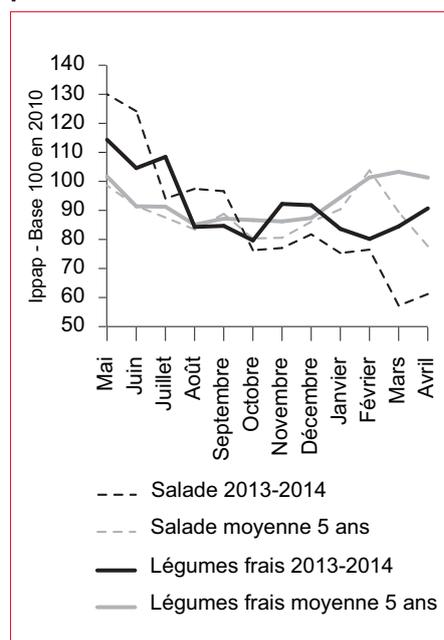
nord de la Loire livrent la majorité de leurs récoltes de chicorées et de laitues entre les mois d'avril et d'octobre et ceux du Sud atteignent leurs pleines capacités au cours de l'automne et de l'hiver. Cette campagne a débuté par une baisse des volumes proposés à la vente qui s'est prolongée de manière quasi ininterrompue au fil des mois. La baisse de production s'est établie à 2 % pour les laitues et à 9 % pour les chicorées. Malgré un printemps particulièrement froid et humide, la demande a été présente et les cours se sont maintenus en hausse par rapport à la moyenne quinquennale, au niveau de la campagne précédente. À la rentrée de septembre, les volumes de laitues ont progressé alors que ceux de chicorées ont poursuivi le repli. Les prix ont suivi la baisse saisonnière et se sont maintenus au niveau des campagnes précédentes. La douceur de l'hiver et du début d'année 2014 a généré une croissance accélérée des cultures alors que la demande est demeurée modeste. De nombreuses destructions au champ ont été nécessaires afin de maîtriser le niveau des apports, mais malgré ces mesures, les cours ont continué de baisser. À la fin de la campagne, les prix sont inférieurs à ceux de la campagne précédente,

### Les volumes sont demeurés en léger repli par rapport à la moyenne pour le poireau



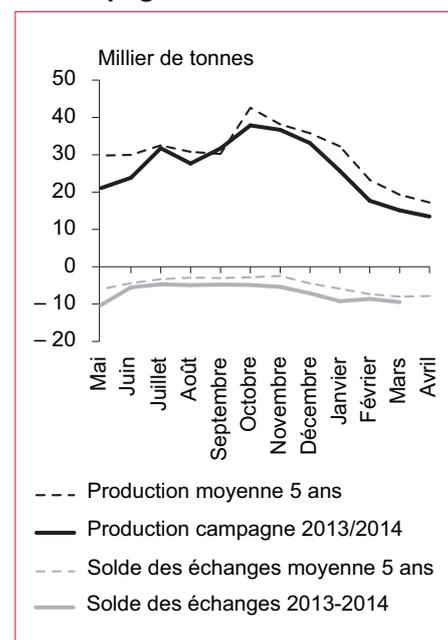
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Le repli de fin de campagne a accentué la baisse des prix pour les salades



Source : Agreste - Ippap

### La baisse de la production de salade a été plus forte en début et en fin de campagne



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

en fort repli par rapport à la moyenne quinquennale. Les apports extérieurs de salade ont continué de progresser. Le déficit des échanges a augmenté de 10 % par rapport à la campagne précédente. Les exportations, après plusieurs années de repli, sont parvenues à se maintenir, mais les importations ont poursuivi la progression

entamée en 2011 et ont atteint 120 milliers de tonnes.

Les légumes d'hiver ont également souffert en fin de campagne de la concurrence des légumes d'été, précoces et à des prix plutôt bas. Le début de campagne pour les légumes d'été a en effet été particulièrement précoce.

Les tomates, concombres et courgettes sont arrivés tôt sur les étals et les volumes offerts ont rapidement progressé à partir du mois de mars. Les cours de ces légumes, qui avaient débuté à des niveaux élevés, ont rapidement subi des ajustements à la baisse contrairement à la campagne tardive de 2013.

## Sources et définitions

### Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Statistique Annuelle Agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes : Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

### Définitions

- IPPAP : Indice des prix de produits agricoles à la production

Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Fruits

Synthèses Pomme juin n° 2014/241

Retour éditorial

## Après deux campagnes de prix soutenus, les cours des pommes refluent

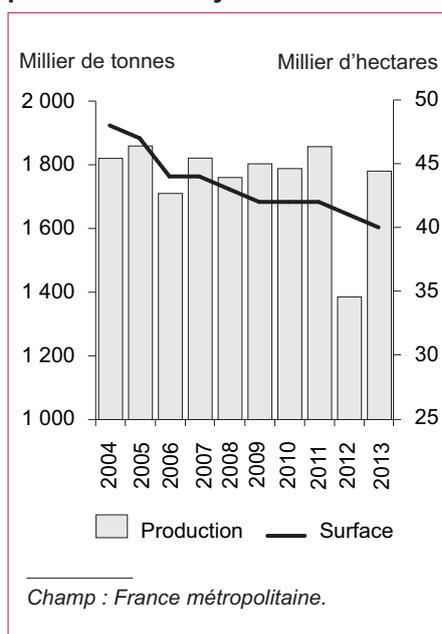
**L**a campagne de commercialisation 2013/2014 de la pomme s'inscrit sous le signe d'un retour à une récolte moyenne, permettant d'exporter à des niveaux plus habituels. Les prix, partis de haut, baissent ensuite régulièrement au cours de la campagne pour atteindre la moyenne des cinq dernières campagnes. L'indicateur de chiffre d'affaires dépasse à la fois celui de la campagne précédente et celui de la moyenne des cinq dernières campagnes.

### En 2013, retour à une production moyenne de pommes

Après la très faible récolte de 2012, pour cause de conditions climatiques défavorables (sévère gel printanier, précipitations et fraîcheur tout au long de la période printanière et du début de l'été), celle de 2013 revient à un niveau plus habituel. Selon la statistique agricole annuelle, la production 2013 de pommes augmenterait de 29 % sur un an pour retrouver un niveau proche de la moyenne des cinq dernières années (+ 4 %).

Sur le plan européen, les dernières estimations 2013 de Prognosfruit disponibles en août 2013 annonçaient une récolte européenne de pommes supérieure de 7 % à la faible récolte 2012 et de 2 % comparée à la moyenne 2008-2012.

### En 2013, retour à une production proche de la moyenne



Source : Agreste

### Sur les huit premiers mois de la campagne 2013/2014, retour des exportations de pommes à un niveau moyen et recul des importations

Après leur chute en 2012 consécutive à une faible récolte, les exportations retrouvent des couleurs sur les huit premiers mois de campagne de 2013/2014. Elles progressent de 26 % sur un an. Les exportations regagnent leur niveau moyen des cinq dernières années (+ 3 %). La reprise est plus forte à destination des pays tiers (+ 34 %) que vers l'Union européenne (+ 22 %). Parmi nos partenaires européens les plus importants, sur les huit premiers mois de campagne, les exportations sont en forte hausse sur un an vers l'Allemagne (+ 56 %) et l'Espagne (+ 51 %). Le niveau moyen sur cinq campagnes est dépassé en

Allemagne (+ 34 %), en Belgique (+ 30 %) et en Italie (+ 23 %). Les exportations à destination de la Pologne ont été multipliées par 2 depuis cinq ans mais elles ne représentent que 0,1 % des exportations totales. Certaines de nos destinations majeures sont néanmoins sur une tendance de recul comme le Royaume-Uni (- 10 % comparé à la moyenne des cinq dernières campagnes). Les exportations sont également en forte croissance vers certains pays tiers, comme la Chine ou Hong Kong. Elles y ont été multipliées par 3 depuis cinq ans, mais leur niveau reste encore modeste en 2013 puisqu'elles ne représentent que respectivement 0,3 % et 0,6 % du total des exportations. Les exportations vers l'Algérie et les Émirats Arabes Unis regagnent respectivement sur un an 29 % et 59 %. L'Arabie Saoudite est le seul pays pour lequel est enregistrée une baisse des exportations de 14 % sur un an, après la chute de l'an passé (- 35 %).

En parallèle, les importations en provenance de l'Union européenne refluent par rapport à la campagne précédente, où elles avaient en partie compensé les faibles volumes produits en France en 2012. Le réajustement à la baisse des importations sur un an concerne surtout les pays européens suivants : Allemagne (- 63 %), Pays-Bas (- 56 %), Pologne (- 53 %), Italie (- 46 %). Malgré une baisse des importations sur un an, le niveau de celles-ci se situe 60 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières cam-

pagnes pour l'Espagne et la Pologne, témoignant d'une certaine dynamique pour ces deux pays. Les importations en provenance des pays tiers baissent légèrement sur un an (- 3 %). Elles ne représentent qu'un quart de l'ensemble des importations.

Le solde commercial en 2013 augmente de 16 % comparé à l'année dernière et de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, redevenant largement excédentaire à 373 496 tonnes.

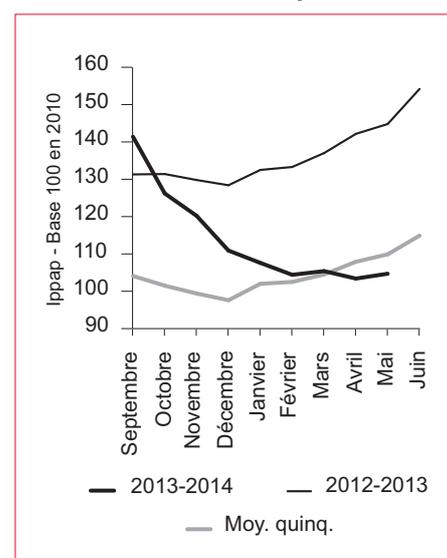
La valeur des exportations sur les huit premiers mois de campagne augmente sur un an de 5 %.

### Les cours sont à un niveau moyen en fin de campagne, l'indice de chiffre d'affaires est supérieur à la moyenne

En début de campagne, le marché européen était peu chargé en raison du déficit de production européen relevé lors de la campagne précédente. Le retour à une récolte française moyenne de pommes a pesé sur le marché, notamment sur la variété Golden qui comprenait de nombreux petits calibres. En conséquence, tout au long de la campagne de commercialisation, les cours, partis de haut, ont perdu du terrain jusqu'à rejoindre en mars 2014 la moyenne quinquennale. Fin avril 2014, les stocks de pommes étaient le double de ceux particulièrement faibles de la même période en 2013.

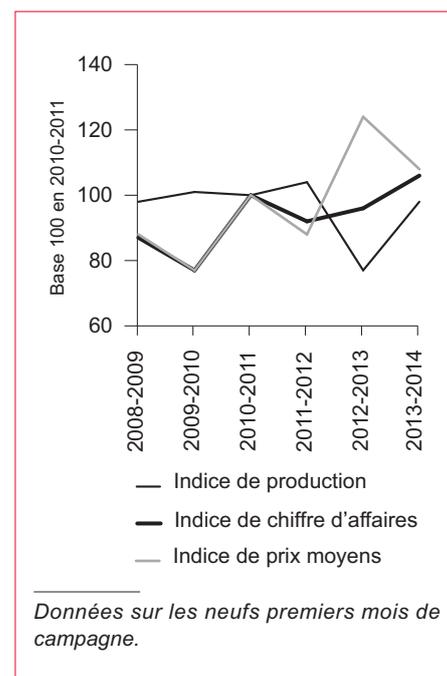
Sur les neufs premiers mois de campagne de septembre 2013 à mai 2014, l'indice de chiffre d'affaires national progresse de 11 % en un an et de 18 % comparé à la moyenne 2009-2013. L'augmentation de 27 % des quantités commercialisées sur un an permet en moyenne au niveau national de compenser une baisse des prix sur la même période de 13 % en moyenne.

### Pommes 2013-2014 : érosion de l'indice de prix



Source : Agreste

### L'indice de chiffre d'affaires national progresse sur un an



Source : Agreste

### Retour à la normale des exportations après le recul de la campagne précédente

	Août 2013 - mars 2014	n/n - 1	n/moy. quinq.
	tonne	%	
<b>Importations</b>	<b>110 725</b>	<b>- 31</b>	<b>13</b>
dont UE	83 042	- 37	3
dont pays tiers(1)	27 683	- 3	56
<b>Exportations</b>	<b>520 900</b>	<b>26</b>	<b>3</b>
dont UE	346 949	22	- 2
dont pays tiers(2)	173 950	34	14
<b>Solde</b>	<b>373 496</b>	<b>16</b>	<b>9</b>
dont UE	260 044	12	6
dont pays tiers	113 451	24	14

(1) Dont principaux partenaires : Chili, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande.

(2) Dont principaux partenaires : Algérie, Émirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Russie.

Source : DGDDI (Douanes)

### Sources et définitions

- DGDDI (Douanes) : données de commerce extérieur
- Enquête de Conjoncture Fruitière du SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques Agricoles Annuelles du SSP : données historiques de productions et surfaces
- Prognosfruit : prévisions de productions européennes

### Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Marché peu actif en octobre », Infos rapides Pomme n° 6/6, novembre 2013
- « Stocks de pommes et poires : le niveau des stocks est plus important que celui issu de la très faible récolte 2012 », Infos rapides Stocks Pomme-Poire n° 8/10, mai 2014
- « En 2013, cours très soutenus pour les fruits d'été », Synthèses Fruits n° 2013/222, octobre 2013
- « Campagne 2012/2013 : les cours des pommes s'envolent », Synthèses Fruits n° 2013/202, mars 2013

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Betteraves juin n° 2014/242

Retour éditorial

## Durant la première partie de la campagne 2013/2014, la baisse des prix du sucre se poursuit

**P**our la campagne 2013/2014, la production française de sucre reste stable par rapport à la campagne précédente. En revanche, la production européenne de sucre baisse. De ce fait, les exportations françaises de sucre progressent vers cette destination. Depuis le milieu de la campagne 2012/2013, les prix du sucre du quota diminuent, en raison notamment de l'amélioration des stocks européens. Cette tendance est conforme aux évolutions des cours mondiaux du sucre, en baisse depuis la campagne 2011/2012.

Avec une production de 4,5 Mt de sucre de betterave pour la campagne 2013/2014, stable par rapport à la campagne précédente, la France est le premier producteur de sucre de l'Union européenne. Les deux tiers de la production de sucre correspondent à la production de sucre sous quota, 27 % à la production de sucre hors quota et 8 % à du travail à façon pour le compte des départements d'Outre-mer et d'autres pays de l'UE.

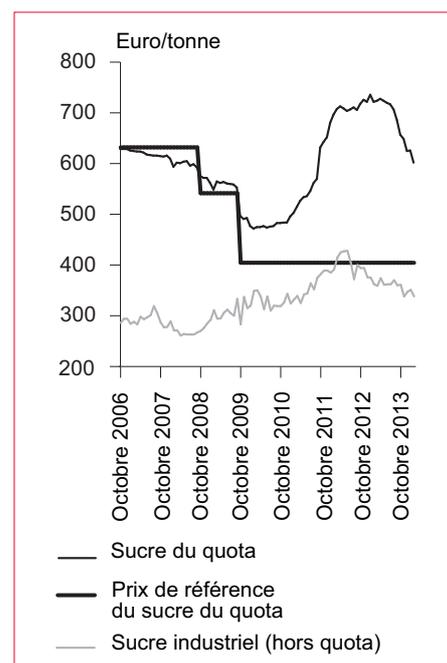
La production européenne de sucre – y compris de sucre pour la production d'éthanol et pour les industries chimiques et pharmaceutiques – diminue de 3 % pour la campagne 2013/2014. Exprimée en sucre blanc, elle atteint 16,8 millions de tonnes en 2013/2014, contre 17,4 Mt en 2012/2013. Elle pâtit notamment d'une baisse de la production allemande de sucre, consécutive à une baisse des surfaces et des ren-

dements de betterave pour la campagne 2013/2014.

### Baisse des prix du sucre du quota et hors quota

D'abord marqué par une baisse programmée dans le cadre de la réforme de l'Organisation commune des marchés entre 2006 et 2010, le prix du sucre du quota, établi par l'Observatoire des prix de l'UE, a fortement augmenté avant de se stabiliser à la fin de la campagne 2011/2012 et ce jusqu'à avril 2013. Ensuite, le prix du sucre du quota n'a cessé de diminuer, baisse qui s'est accentuée durant la campagne 2013/2014, passant de 730 €/t en avril 2013 à 604 €/t en février 2014. Les prix du début de campagne 2013/2014 reflètent en majorité des transactions contractualisées pendant la campagne 2012/2013, au cours de laquelle les stocks européens de

### Les prix du sucre du quota diminuent



Source : FranceAgriMer d'après la Commission européenne

sucre se sont reconstitués, notamment grâce à l'ouverture exceptionnelle à l'importation de nouveaux contingents de sucre à droits réduits.

Les prix du sucre hors quota baissent depuis juin 2012 : ils sont passés de 428 €/t à 338 €/t en février 2014. Cette baisse marque une rupture avec la tendance haussière observée depuis la seconde moitié de l'année 2008, en relation avec les cours mondiaux.

### Hausse des exportations de sucre vers l'UE pour la campagne 2013/2014

Pour la campagne 2012/2013, les exportations françaises de sucre ont fortement diminué (- 24 %) par rapport à la campagne 2011/2012, en lien avec la baisse de la production française de sucre pour cette campagne. Les exportations de sucre ont diminué à la fois vers les pays de l'UE et vers les pays tiers. Sur les six premiers mois de la campagne 2013/2014, les quantités exportées de sucre augmentent par rapport à la même période de la campagne précédente (+ 13 %). Néanmoins avec la baisse des prix du sucre du quota et hors quota, la valeur en euros des exportations diminue légèrement (- 0,9 %). Selon FranceAgriMer, sur l'ensemble de la campagne 2013/2014, les quantités exportées de sucre par la France devraient fortement augmenter (+ 26 %) et ce malgré une production française stable. En effet, la production de sucre des autres pays européens diminue globalement, créant ainsi des besoins d'approvisionnements de leur part.

### Une campagne betteravière 2013/2014 dans la moyenne des cinq dernières campagnes

En France, les surfaces emblavées en betterave, du quota et hors quota, se sont étendues en 2013 sur 394 000 hectares, en légère hausse par rapport à 2012 (+ 2,8 %) et en hausse de 4,6 % par rapport à la moyenne des cinq campagnes précédentes. Les rendements de betterave à 16 % (85 t/ha) sont restés stables par rapport à la campagne précédente. Néanmoins par rapport à la moyenne des cinq campa-

gnes précédentes, les rendements de betterave à 16 % de teneur en sucre ont diminué de 4,5 %. Ainsi, la production 2013/2014 de betterave a très légèrement progressé par rapport à celle de la campagne 2012/2013 (+ 1,6 %), pour atteindre 33,6 millions de tonnes, mais reste dans la moyenne des cinq dernières campagnes. En 2014, les surfaces emblavées en betterave progresseraient et atteindraient 400 000 hectares.

Selon la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB), pour la campagne 2012/2013, près des trois quarts des betteraves étaient destinées à la production de sucre, 21 % pour la production d'alcool/éthanol et 3,5 % pour des produits à usages non alimentaires.

### Hausse des prix de la betterave pour la campagne 2012/2013

Le prix de la betterave payé par les usines aux producteurs dépend du produit final et de son statut réglementaire. Le prix de la betterave destinée à la production de sucre du quota – soit 61,5 % des betteraves pour la campagne 2012/2013 – est soumis à règlement : un prix minimum est assuré (25,40 €/t net de la taxe à la production) auquel il faut rajouter un supplément de prix qui dépend du prix du sucre sortie usine. Ainsi, pour la campagne 2011/2012, le supplément de prix moyen s'est établi à 11,20 €/t, en nette hausse par rapport à la campagne précédente où le supplément était de 2,47 €/t. Pour la campagne 2012/2013, le supplément devrait

#### Marché mondial : la baisse des cours du sucre continue

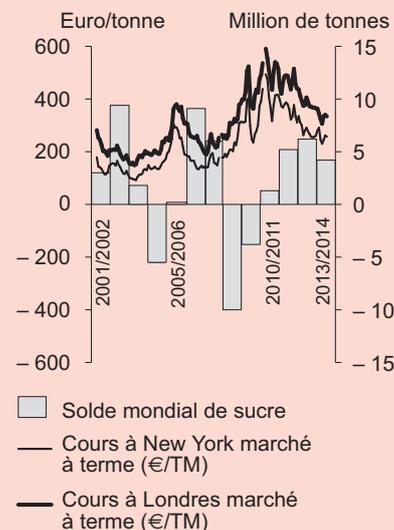
Pour la quatrième année consécutive, la campagne mondiale de sucre 2013/2014 serait largement excédentaire, de 4,2 Mt, d'après l'International sugar organization (Iso). Néanmoins, l'excédent en sucre diminue par rapport à la campagne précédente. Pour la campagne 2013/2014, la production mondiale de sucre s'établirait à 181,5 Mt, soit une baisse de 2 Mt par rapport à la campagne record 2012/2013. La baisse de la production de sucre est liée à celle de sucre de betterave qui diminuerait fortement notamment dans l'Union européenne. De plus, la consommation devrait augmenter de 2,3 %.

Ces quatre campagnes excédentaires consécutives ont permis aux stocks mondiaux de se restaurer, après trois mauvaises campagnes. Ainsi, le ratio stocks mondiaux/consommation atteindrait 44 % à la fin de la campagne 2013/2014.

Ce retour à des niveaux de stocks plus importants depuis trois campagnes a permis aux cours mondiaux

de se détendre. Ainsi, après avoir atteint un niveau élevé en janvier 2012, les cours mondiaux ont suivi une tendance baissière. Le cours du sucre brut à New York est passé de 415 €/t à la fin de la campagne 2010/2011 à 257 €/t en avril 2014.

#### Après trois campagnes fortement excédentaires, les cours du sucre diminuent



encore progresser : si en fin de campagne, le prix du sucre du quota a diminué, sur l'ensemble de la campagne, il a augmenté par rapport à la campagne précédente. Les prix des betteraves pour la production de sucre hors quota destiné à l'exportation ou d'alcool/éthanol et autres produits ne sont pas soumis à règlement et suivent donc plus les évolutions des prix internationaux.

Par ailleurs, les planteurs de betterave ont le droit à la restitution gratuite de la pulpe de betterave, coproduit issu de l'extraction du jus sucré de la betterave. La pulpe sert quasi intégralement à l'alimentation animale, le producteur de betterave peut soit l'utiliser directement pour son exploitation, soit la vendre, généralement après avoir été déshydratée ou surpressée. Ainsi, selon la CGB, pour la campagne

2012/2013, 1,6 million de tonnes de matière sèche de pulpe de betterave ont été produites, soit une baisse de 7 % par rapport à la campagne précédente. En revanche, les cours de la pulpe déshydratée ont augmenté pour atteindre en moyenne 190 €/t en 2012/2013, contre 165 €/t en 2011/2012.

### Sources

- International Sugar Organization (Iso), pour les données sur la production et la consommation mondiale
- FranceAgriMer, pour les données sur la production européenne et française de sucre
- La Dépêche/Le Petit Meunier, pour les cours du sucre

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Baisse de la production française de sucre pour la campagne 2012/2013 », Synthèses Grandes cultures - Betteraves n° 2013/206, avril 2013
- « Cours du sucre toujours élevés malgré le retour à l'excédent de la production mondiale », Synthèses Grandes cultures - Betteraves n° 2012/178, juin 2012
- « Cours du sucre toujours élevés malgré le retour à l'excédent de la production mondiale », Synthèses Grandes cultures - Betteraves n° 2011/140, mars 2011
- « Déficit du bilan mondial et spéculations font pression sur les cours », Synthèses Grandes cultures - Betteraves n° 2010/109, avril 2010
- « Le bilan sucrier mondial 2008/2009 s'annonce déficitaire », Synthèses Grandes cultures - Betteraves n° 2009/73, juin 2009

Les dernières publications FranceAgriMer parues sur le thème sont :

- « Bulletin n° 518 », mai 2014
- « Le marché du sucre n° 23 », mars 2014

## L'organisation commune des marchés du sucre et sa réforme de 2006

### 1 - L'organisation commune des marchés (OCM)

L'organisation du marché du sucre est fondée sur le système des quotas de production (13,5 Mt depuis l'adhésion de la Croatie et 0,7 Mt d'isoglucose répartis entre 20 États membres), un prix minimum de la betterave pour la production de sucre sous quota et une protection douanière très élevée aux frontières. La consommation alimentaire communautaire (16 Mt) est toutefois aussi couverte par les importations de sucre à droit réduit.

L'OCM prévoit en outre des mécanismes de régulation spécifiques au marché du sucre :

- le report, qui autorise chaque fabricant à comptabiliser une partie de sa production hors quota comme production sous quota de la campagne suivante ;

- le retrait, qui autorise la Commission à reporter une partie de la production sous quota sur la campagne suivante ;

- les restitutions à la production, accordées en cas d'indisponibilité du sucre excédentaire sur le marché UE au prix du sucre mondial ;

- le pouvoir conféré à la Commission européenne d'adopter toute mesure de gestion temporaire de marché en cas de difficultés d'approvisionnement du marché de l'UE.

Depuis 2006, le marché du sucre bénéficie également d'un système d'intervention et de restitutions à l'exportation :

- stockage privé en deçà du prix de référence (404,40 €/t pour le sucre blanc et 335,20 €/t pour le sucre brut) ;

- restitutions aux exportations mises à zéro dans le secteur du sucre depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2009.

Parallèlement, la profession est soumise à une taxe à la production (12 €/t de quota de sucre et 6 €/t de quota d'isoglucose).

Enfin, le règlement communautaire prévoit l'existence d'accords interpro-

fessionnels encadrant les relations entre fabricants de sucre et planteurs.

### 2 - La réforme de 2006

L'organisation commune des marchés (OCM) du sucre a été réformée en 2006. L'organisation qui prévalait alors faisait face à différentes critiques : les pays tiers l'accusaient de concurrence déloyale et de protectionnisme et ont attaqué ce régime à l'OMC. De plus, la Commission avait la volonté d'ouvrir le marché européen aux importations en provenance des pays ACP/PMA (Afrique-Caraïbes-Pacifique/Pays les moins avancés). Pour répondre à ces critiques et à la décision de 2004 de l'organe de règlement des différends de l'OMC, l'UE a pris des mesures visant à réformer l'OCM mise en place en 2001. La production sous quota a ainsi été réduite de 6 millions de tonnes, pour atteindre 14 Mt. Par ailleurs, le prix de référence a remplacé le prix d'intervention qui prévalait jusqu'alors et a été fixé à un niveau plus bas. Une aide au stockage privé a été instituée lorsque le prix du marché passe en dessous de celui de référence ainsi que le déclenchement du mécanisme d'intervention qui consiste à racheter du sucre du quota à 80 % du prix de référence sous condition de quantité maximale et garantit un prix minimum pour la betterave sous quota, mais pas pour le sucre. Le stockage privé n'a à ce jour jamais été mis en œuvre. Par ailleurs, ces prix sont plus bas que les prix avant la réforme. De plus, les quotas de sucre A (sucre destiné à la vente sur le marché communautaire) et de sucre B (sucre destiné à l'exportation subventionnée aux pays tiers) ont été fusionnés. Pour éviter que les prix baissent en dessous des prix de référence, outre le stockage privé et le mécanisme d'intervention, lorsque la production dépasse le

quota, il est possible de reporter la vente de cette production à la campagne suivante. Les sucres du quota sont destinés à la consommation communautaire, ceux hors quota aux utilisations industrielles et à l'exportation.

Au niveau des échanges avec les pays tiers, l'UE peut exporter dans le cadre de ses engagements avec l'OMC dans la limite du plafond de 1,37 Mt. Pour les importations, le régime en faveur des pays les moins avancés (PMA) est maintenu et lui sont étendus les prix garantis ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Par ailleurs, afin de remédier à des perturbations du marché, la Commission européenne peut prendre des mesures d'ouverture ou de restriction des importations, ainsi qu'ouvrir à la vente du sucre hors quota sur le marché communautaire.

Enfin, un fonds de restructuration a été créé pour financer le démantèlement de sucreries entre 2006 et 2008. Abondé par une taxe prélevée sur le sucre et l'isoglucose du quota, ce fonds a conduit la filière à abandonner près de 5,8 Mt de sucre sous quota engendrant la fermeture de près de 73 usines. Depuis, l'UE est passé du statut d'exportateur net au statut d'importateur net. Sa consommation alimentaire est couverte par la production communautaire (82 %) et les importations (18 %).

### 3 - Suppression du régime des quotas en 2017/2018

Dans le cadre de la réforme de la PAC, le conseil des Ministres de l'agriculture a décidé la fin du régime des quotas, du prix garantis payé aux producteurs de betteraves et de la limitation des exportations à partir de la campagne 2017/2018. Néanmoins, le dispositif de contractualisation entre les producteurs de betterave et ceux de sucre perdurera.

Prix de référence en €/t	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013
Sucre blanc	541,5	404,4	404,4	404,4	404,4
Sucre brut	448,8	335,2	335,2	335,2	335,2
Betterave sous quota	27,83	26,29	26,29	26,29	26,29

Source : Commission européenne

[Retour éditorial](#)

## Baisse modérée des prix de la pomme de terre durant la campagne 2013/2014

***En France, au cours de la campagne 2013/2014, la production de pomme de terre est en forte hausse. Néanmoins, elle fait suite à une mauvaise campagne 2012/2013, où les rendements avaient été affectés par des conditions climatiques défavorables. Si la production de pomme de terre enregistre des variations importantes d'une campagne à une autre, depuis la campagne 2005/2006, sa tendance est stable, autour des 7 Mt.***

***Le prix de la pomme de terre, très élevé durant la campagne 2012/2013 du fait de la baisse de la production, diminue tout au long de la campagne 2013/2014. Néanmoins, sur les neuf premiers mois de campagne, le prix de la pomme de terre reste au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes, en relation avec une production européenne en léger recul.***

Pour la campagne 2013/2014, la production française de pomme de terre – y compris les plants – atteint 7,0 millions de tonnes, soit une hausse de 9 % par rapport à la campagne 2012/2013 et de 2,0 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La campagne 2013/2014 fait suite à une campagne 2012/2013 affectée par le manque de précipitations au début de l'été 2012, puis par des inondations dans le Nord. De ce fait, les rendements sont en hausse par rapport à 2012/2013 (+ 4,9 %). Néanmoins, les niveaux de rendements de la campagne actuelle se trouvent dans la moyenne des cinq dernières années (43 t/ha). En revan-

che, les surfaces augmentent par rapport aux campagnes précédentes : il s'agit du plus fort niveau depuis 2002.

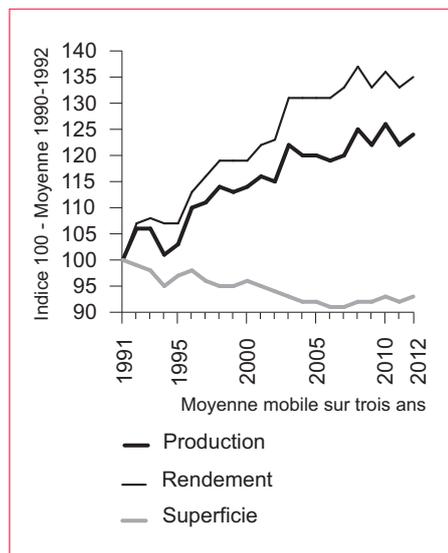
La pomme de terre de conservation (et de demi-saison) est la plus cultivée en France. Sa production s'élève à 5,1 millions de tonnes pour la campagne 2013/2014, soit 73 % de la récolte totale de pomme de terre. Elle augmente de 3,5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La récolte de pomme de terre de féculerie est de 1,1 million de tonnes pour la campagne 2013/2014, en hausse de 2,7 % par rapport à la campagne précédente, mais en baisse de 3 % par rapport à la moyenne des cinq

dernières campagnes. La production de pomme de terre primeur reste stable à 180 000 tonnes pour cette campagne.

D'une campagne à l'autre, les surfaces, les rendements et donc la production sont soumis à de fortes fluctuations. Cependant, sur la période 1990-2013, deux phases se distinguent. Entre le début des années 1990 et le milieu des années 2000, la production de pomme de terre a augmenté tendanciuellement (+ 3 % par an entre les campagnes 1990/1991 et 2004/2005), tandis que les superficies plantées diminuaient. En effet, la baisse des surfaces s'est concentrée

sur les petites régions productrices, pour lesquelles les rendements étaient faibles, tandis que dans le même temps, les rendements progressaient

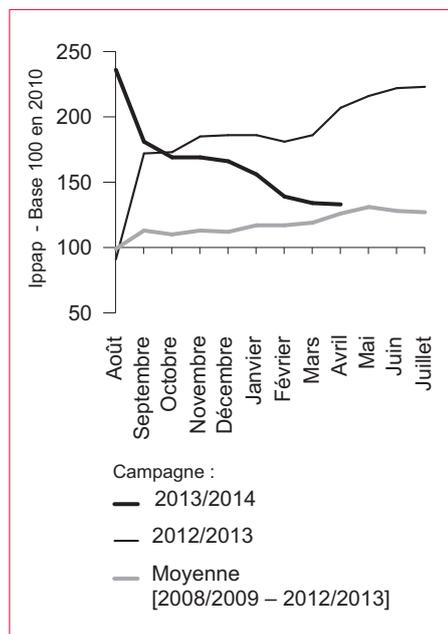
### Les rendements et les surfaces de pomme de terre se stabilisent sur les dernières campagnes



*Note de lecture : les données de surfaces, rendements et productions de l'année N sont les moyennes des années N - 1 à N + 1. En effet, d'une campagne à une autre, les variations de rendements et de surfaces de pomme de terre sont très importantes ; la moyenne triennale permet de gommer ces fortes variations.*

Source : Agreste - SAA

### Baisse des prix de la pomme de terre au cours de la campagne 2013/2014



Source : Insee

sur l'ensemble des régions. À partir de la campagne 2005/2006, les surfaces, ainsi que les rendements, sont restés tendanciellement stables.

### Nouvelle baisse de la production européenne de pomme de terre en 2013/2014

Pour la campagne 2013/2014, la production européenne de pomme de terre diminue pour la seconde campagne consécutive (- 1,9 %), à la suite de la baisse des surfaces et des rendements. Elle diminue particulièrement en Pologne (- 30 % par rapport à la campagne précédente) : si la baisse des surfaces poursuit une tendance observée depuis une dizaine d'années, les rendements ont aussi été particulièrement bas durant cette campagne. La production de pomme de terre de l'Allemagne, premier producteur européen, diminue aussi (- 9 %), là encore du fait de la baisse des rendements (- 11 %).

### Malgré une baisse tout au long de la campagne 2013/2014, le prix de la pomme de terre reste élevé

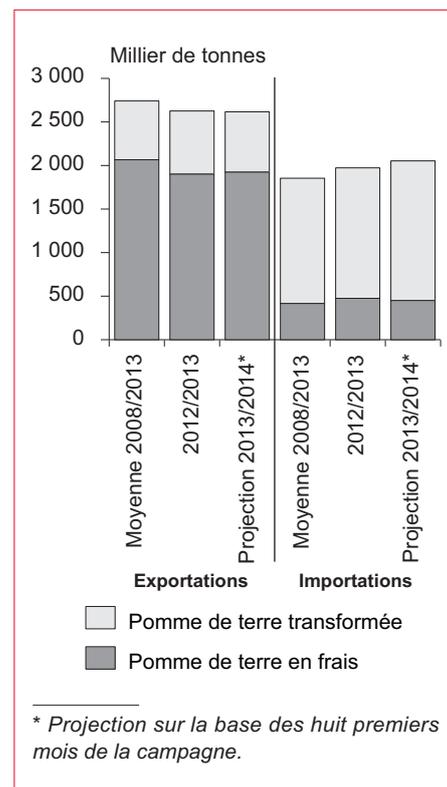
Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP), sur les neuf premiers mois de la campagne 2013/2014, le prix de la pomme de terre a diminué de 16 % par rapport à la campagne précédente. Situé à un niveau élevé en début de campagne, le prix n'a ensuite cessé de diminuer. Ainsi en avril 2014, dernier mois disponible, le prix de la pomme de terre a diminué de 36 % par rapport au même mois de 2013. Ces évolutions tranchent avec les profils des précédentes campagnes, pour lesquelles les prix avaient tendance à légèrement augmenter au fur et à mesure que la campagne avançait. Néanmoins, le prix de la pomme de terre reste encore élevé, en relation avec la faible récolte européenne. En avril 2014, il était supérieur de 5 % à la moyenne du mois d'avril des cinq dernières campagnes.

Les exportations de pomme de terre en frais ont atteint 1,9 million de tonnes pour la campagne 2012/2013, stables par rapport à la campagne précédente, mais en baisse par rapport à la moyenne des cinq dernières

campagnes. Les exportations de pomme de terre vers le Royaume-Uni, habituellement faibles, ont fortement augmenté pour la campagne 2012/2013, la récolte de pomme de terre au Royaume-Uni ayant été particulièrement faible. Cette hausse a permis de compenser la baisse des envois vers les principales destinations : Espagne et Italie.

Sur les huit premiers mois de la campagne 2013/2014, les quantités exportées de pomme de terre sont comparables à celles de la même période pour la campagne 2012/2013. Avec le retour à une production plus conforme au Royaume-Uni, les quantités exportées vers ce pays retrouvent leurs niveaux habituels. En revanche, les exportations augmentent vers l'Italie, la Roumanie, la République tchèque et l'Espagne. Si l'Espagne et l'Italie font partie des principaux clients de la France, les ventes de pomme de terre à la Roumanie et à la République tchèque étaient assez faibles durant les campagnes précédentes. Pour ces deux derniers pays, la baisse de la

### La France exporte des pommes de terre en frais et importe des pommes de terre transformées



Source : DGDDI (Douanes)

production de pomme de terre en Pologne et en Allemagne les a très certainement incité à diversifier leurs approvisionnements.

### **Baisse de la production de pomme de terre transformée pour les campagnes 2012/2013 et 2013/2014**

Pour la campagne 2012/2013, selon le Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT), les approvisionnements des usines en pomme de terre ont été de 1,1 million de tonnes, en légère baisse par rapport à la campagne précédente. L'indice de la production pour les pré-

parations à base de pomme de terre diminue aussi pour la campagne 2012/2013. Il continue de baisser durant la première moitié de la campagne 2013/2014.

Ainsi, pour la campagne 2012/2013, les quantités exportées de préparations à base de pomme de terre – mesurées en équivalent pomme de terre – ont diminué de 6 % par rapport à la campagne précédente. Elles ont néanmoins dépassé de 10 % la moyenne des cinq dernières campagnes. Les exportations se sont développées grâce à une diversification des destinations, notamment vers les pays tiers. Pour la campagne 2013/2014,

sur les huit premiers mois de campagne, les quantités exportées diminuent légèrement par rapport à la même période de 2012/2013. Néanmoins, les exportations progressent en valeur.

Les quantités importées de pomme de terre transformée ont diminué légèrement en 2012/2013 par rapport à la campagne précédente (- 1,5 %). Néanmoins, elles ont progressé par rapport à la moyenne des cinq campagnes précédentes (+ 7 %). Sur les huit premiers mois de la campagne 2013/2014, les quantités importées de pomme de terre transformée augmentent de 7 % par rapport à la campagne 2012/2013.

## **Sources et définitions**

### **Sources**

- SAA (Statistique agricole annuelle - Agreste) : données de production
- GIPT - Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre : données d'approvisionnement des usines de transformation
- DGDDI : données de commerce extérieur
- IPPAP (Indice des prix des produits agricoles à la production : Insee-Agreste) : prix

### **Définitions**

- La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation (et de demi-saison) concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - Conjoncture Grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste Conjoncture parues sur le thème sont :

- Infos rapides Grandes cultures et fourrages, paraissant chaque mois sauf en janvier et mars.
- « Campagne 2012/2013 : forte hausse du prix de la pomme de terre », Synthèses Pommes de terre n° 2013/215, juillet 2013
- « Campagne 2011/2012 de pomme de terre : baisse des exportations et chute des prix », Synthèses Pommes de terre n° 2012/183, juillet 2012
- « Campagne de pomme de terre 2009/2010 : production française en hausse et commerce extérieur plutôt favorable », Synthèses Pommes de terre n° 2011/148, juin 2011
- « Campagne de pomme de terre 2008/2009 : production française et commerce extérieur en léger retrait », Synthèses Pommes de terre n° 2010/114, juin 2010.
- « Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés », Synthèses Pommes de terre n° 2009/58, janvier 2009.
- « Forte hausse de la production de pomme de terre mais baisse limitée des prix », Synthèses Pommes de terre n° 2008/26, juin 2008.

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidef** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics

**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officielle  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt  
Secrétariat Général  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédacteur en chef : Paul Casagrande  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)